

Amin, Samir : *The Law of Value and Historical Materialism*,
New York, Monthly Review Press, 1978, 133 pp.

Samuel Noumoff

Volume 11, numéro 4, 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701120ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701120ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Noumoff, S. (1980). Compte rendu de [Amin, Samir : *The Law of Value and Historical Materialism*, New York, Monthly Review Press, 1978, 133 pp.] *Études internationales*, 11(4), 756–758. <https://doi.org/10.7202/701120ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

AMIN, Samir: *The Law of Value and Historical Materialism*, New York, Monthly Review Press, 1978, 133 pp.

Ce court volume de Samir Amin s'inscrit dans la ligne de ses ouvrages précédents et mérite autant notre attention. Amin soutient qu'une des grandes difficultés du « marxisme occidental » est d'être eurocentrique et de tendance pro-impérialiste. L'auteur essaye alors de replacer le centre d'intérêt sur les régions moins développées (sur-exploitées) du système capitaliste mondial d'ensemble. C'est seulement à travers une compréhension plus profonde de la nature de la superexploitation dans la période historique actuelle que nous pouvons relier de façon adéquate l'analyse marxiste à la réalité contemporaine.

Amin divise l'oeuvre de Marx en deux catégories :

1) celle, économique, traitant des lois économiques objectives et ayant à son centre « la loi de la valeur », et

2) celle, composée d'écrits périodiques, où Marx étudiait le conflit des classes sociales, chacun ayant ses buts politiques, exprimés sur le plan idéologique, spécifiques. Sont critiqués sévèrement ceux qui, sans égards à leurs allégeances politiques proclamées, tentent d'affirmer que l'économie est indépendante du matérialisme historique (politique). Dans le cas des sociologues bourgeois, l'erreur est claire ; cependant ceux qui se couvrent de « marxisme » et affirment quand même cette indépendance de l'économie, finissent par appuyer une aberration étatique plutôt qu'un socialisme véritable. La thèse d'Amin est divisée en six parties, ou principes :

1) l'essence du marxisme en tant que matérialisme historique ;

2) les lois économiques du capitalisme sont épistémologiquement subordonnées au matérialisme historique ;

3) Au niveau théorique, les lois économiques du capitalisme et celles du pré-capitalisme sont différentes ;

4) La science économique coïncide avec le modèle capitaliste de production ;

5) Les lois de l'économie capitaliste existent objectivement ;

6) Ces lois découlent de la loi de la valeur.

Ce qu'il y a de plus significatif dans la formulation d'Amin est qu'il perçoit une transmutation réciproque entre les matérialismes économique et historique, chacun modifiant l'autre quoique le second prédomine. Il rejette également la notion philosophique associée au « Diamat », c'est-à-dire la synthèse de l'expérience de la nature et de la société résultant en un modèle universel.

Amin perçoit bien la nécessité de préciser et de raffiner les instruments appropriés servant à mesurer le niveau des forces productives et dans ce contexte il utilise la loi de la valeur. Il nous rappelle que la valeur et le prix sont tous les deux catégories de production, alors que le premier est couramment associé à la production et le second à la circulation. Le travail salarié est réduit à un travail abstrait d'abord par l'homme, et ensuite seulement par la machine. Amin critique les nombreux marxistes qui tentent de concilier la transformation des valeurs en prix tout en maintenant l'égalité entre les taux de profit et celui de la plus-value. Il voit là un problème sérieux et considère quant à lui, qu'il est normal que les taux diffèrent. Ce que la théorie de la valeur nous permet alors de faire, est de comparer objectivement et à long terme, des systèmes de production, en reliant l'importance du produit et de ses composantes à la qualité du travail socialement nécessaire à sa composition. La contre-proposition de cette approche est une espèce de simplification vulgaire qui mène à voir le socialisme comme du capitalisme sans capitalistes. Il s'agit là plus simplement de l'élimination du gaspillage et de l'anarchie engendrée par la compétition plutôt que d'une transformation sociale réelle.

Une étude approfondie de l'époque capitaliste doit nous amener à un examen plus compréhensif du système de crédit. Ce système donne lieu à des étapes de croissance à l'intérieur du capitalisme, si l'on reconnaît que le crédit à la disposition du revenu du capita-

liste se réalisera à l'étape suivante. Amin insiste de façon fort juste sur la nécessité d'intégrer le crédit dans la théorie de l'accumulation, et suggère que la confusion récente vient de ce que nous n'ayons pas apprécié pleinement le fait que dans la société capitaliste la reproduction apparaît d'abord comme une reproduction économique.

Pour relier le marxisme à notre époque actuelle d'une manière plus holistique et donc moins occidentale, Amin s'engage lui-même, sans orgueil et sans fausseté, dans la nécessité de continuer plutôt que simplement répéter l'oeuvre de Marx. Dans cette perspective il apporte une attention particulière sur les insuffisances de la théorie marxiste de l'intérêt tout comme sur les explications économiques de la rente foncière. La position d'Amin est parfois excessive quand il soutient que Marx n'a pas réussi à formuler une théorie économique du commerce mondial parce qu'il reconnaissait lui même que la chose était impossible. Par contre, Amin nous rappelle fort bien que quoique la rente foncière soit un phénomène pré-capitaliste, la rente minière est capitaliste de par sa nature et par définition est liée à la bourgeoisie comprador locale. Son montant est déterminé par la structure de la division internationale du travail et est modifié lorsque le taux d'exploitation et de surplus ne croît plus à un rythme souhaitable. Par exemple la rente minière existe en Algérie et en Iran parce que ces deux pays s'industrialisent, et non vice-versa. En somme Amin soutient que tout comme il n'y a pas de lois économiques indépendantes de la lutte des classes, de la même façon n'existe pas de théorie économique sans économie mondiale.

Sûrement si quelqu'un étudie la lutte des classes de façon globale, il peut élaborer à ce sujet une théorie appropriée et à mon avis, Amin le fait lui-même quand il soutient que la lutte des classes à l'échelle globale peut être étudiée à travers les analyses des luttes et des alliances de classes comme pré-requis à la compréhension du phénomène au niveau national. Si Amin soutient que quelqu'un ne peut pas étudier la théorie économique sans référer à la théorie politique, il a sûrement raison :

mais on ne peut pas conclure qu'une théorie correcte soit impossible à formuler.

Amin a tout à fait raison quand il traite du concept de super-exploitation. Il démontre que dans la relation à l'échelle mondiale entre les modes de production capitaliste et pré-capitaliste, qu'un plus grand surplus est extrait des entreprises de ce dernier que du premier. C'est pour cette raison qu'il soutient que les pays sous-développés sont en fait super-exploités et non pas « en retard », que c'est cette même condition qui rend leur super-exploitation possible. Bien que je serais certainement prêt à appuyer l'essentiel de cette affirmation, celle-ci à mon avis ne rejoint pas directement la condition objective sinon du retard, du moins du développement inégal.

Beaucoup de marxistes occidentaux s'opposent à la position d'Amin. Ils ne peuvent pas accepter le fait que dans la période actuelle de l'histoire humaine les super-exploités soient le prolétariat et la paysannerie du Tiers-Monde, alors que les prolétaires des centres internationaux du capital ont été dépolitisés en raison du fait que, de façon générale, ils profitent de hausses de salaires parallèles aux hausses de la productivité du travail. En conséquence ils sont devenus des privilégiés, quoique de façon temporaire, et sont tombés sous « l'hégémonie de la démocratie sociale ».

L'essentiel du travail d'Amin est de nous rappeler la nature non-mécanique de la tradition marxiste tout en attirant notre attention sur la primauté du politique. Un système socialiste, soutient-il, qui maximise le profit ne maximise pas nécessairement le développement des forces productives ; parallèlement le type de développement des forces productives, et non pas seulement leur rythme, est déterminé par les relations de production. Dans cette nouvelle époque les mouvements de libération nationaux doivent être perçus comme partie intégrante du développement du socialisme et non pas du capitalisme et c'est pour cette raison qu'il est essentiel pour nous de rediriger la compréhension que nous avons de Lénine

de « Que faire » vers « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

Pour quiconque veut bien saisir ce texte exploratoire d'Amin, il faudra d'abord le faire sur la base d'une compréhension profonde de la nature globale et intégrale du capital contemporain. Et pour mieux saisir la vraie nature des forces des classes, il nous fait abandonner tout autant que redéfinir bon nombre de nos vieilles catégories.

Samuel NOUMOFF

*Département de science politique
Université McGill*

BLANEY III, Harry Clay, *Global Challenges; A World at Risk*, Agincourt (Ont.), Methuen Publications, 1979. 284 p.

Le système international contemporain est, sans conteste, de nature globale. En effet, à la suite du développement des moyens de communications, ainsi que de la transformation profonde de la technologie des armements, le champ des relations internationales a acquis au XX^e siècle une dimension planétaire. Divers facteurs ont contribué, au cours de ces deux dernières décennies à renforcer cet état de fait. Ainsi, la croissance démographique exponentielle, les déficits de la production alimentaire, les atteintes croissantes à l'environnement, l'utilisation accrue des ressources non renouvelables, la crise de l'énergie ont, à des degrés divers, manifesté une interdépendance mondiale croissante et mis en évidence l'existence de nombreux problèmes globaux, pouvant affecter l'ensemble de la société internationale.

L'examen de ces divers aspects de l'interdépendance mondiale et de leur évolution future occupe, depuis quelques années, une place importante dans l'étude des relations internationales, et elle a donné lieu à des débats souvent très animés. Cependant, la majorité des travaux existant se limitent à un problème spécifique - l'énergie, les matières premières, etc. - et trop nombreuses sont les études qui ne visent qu'à justifier des options idéologiques et politiques et ne reposent pas sur une analyse sérieuse et systématique.

C'est pourquoi on peut accueillir avec intérêt l'ouvrage de Harry Clay Blaney qui tente de faire le point sur l'ensemble de ces questions et cherche à envisager quelques stratégies possibles pour régler les problèmes les plus difficiles et les plus urgents. Dans cette étude, après avoir dressé un tableau des défis qui sont posés aujourd'hui à la communauté internationale, et qui sont en grande partie la conséquence directe du développement technologique accéléré de notre époque, l'auteur aborde un à un les principaux aspects de l'interdépendance mondiale.

Ce livre a indiscutablement deux grandes qualités. Tout d'abord, l'auteur nous présente une analyse sérieuse, bien documentée et qui surtout évite l'écueil d'une approche futurologique simpliste et dangereuse, reposant essentiellement sur une extrapolation de tendances linéaires. Harry Clay Blaney est parfaitement conscient de la nature conditionnelle de toute réflexion sur l'avenir et de l'interaction des facteurs technologiques et économiques avec les facteurs sociologiques et politiques. Ensuite, cet ouvrage témoigne de l'adoption d'une perspective globale et en particulier de l'effort que fait l'auteur pour éviter de considérer les problèmes mondiaux du seul point de vue américain, ou en tout cas uniquement en fonction des besoins et des options propres aux pays industrialisés.

Cependant, la lecture de cet ouvrage ne manque pas de susciter quelques réserves. En premier lieu, on remarque un net hiatus entre l'analyse mesurée de l'auteur et les déclarations alarmistes que l'on trouve dans l'introduction et le premier chapitre. On découvre dans ces affirmations le catastrophisme qui caractérise de nombreuses études sur l'avenir du monde, à commencer par la plupart des travaux publiés sous les auspices du Club de Rome. C'est, à notre avis, le mythe de la fin qui inspire cette vision de l'avenir et lui donne sa cohérence. On comprend certes le désir de détruire le mythe du progrès et de la croissance infinie, qui ont marqué profondément notre civilisation occidentale jusqu'à aujourd'hui. Cela ne devrait cependant pas conduire au simple remplacement d'un mythe par un autre, alors qu'on prétend procéder à une analyse systématique et scientifique.